

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/VAL/N/1/CAN/2

14 novembre 1997

(97-5020)

Comité de l'évaluation en douane

Original: anglais

NOTIFICATION AU TITRE DE L'ARTICLE 22:2 DE L'ACCORD SUR
LA MISE EN OEUVRE DE L'ARTICLE VII DE L'ACCORD
GENERAL SUR LES TARIFS DOUANIERS ET
LE COMMERCE DE 1994

CANADA

La Mission permanente du Canada a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 11 novembre 1997.

Conformément à l'article 22:2 de l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VII du GATT de 1994, le gouvernement canadien notifie au Comité de l'évaluation en douane les modifications récemment apportées à la législation et aux règlements canadiens relatifs à l'évaluation en douane. Ces modifications sont entrées en vigueur le 17 septembre 1997.

Plus précisément, deux dispositions de la Loi canadienne sur les douanes ont été modifiées. La première introduit l'expression "acheteur au Canada" qui est définie par la réglementation. La deuxième modifie le paragraphe 48 1) de la Loi sur les douanes afin de disposer expressément que la valeur en douane des marchandises est leur valeur transactionnelle si elles sont vendues pour exportation au Canada à un acheteur au Canada.

Ces deux dispositions ont pour seul but de confirmer l'interprétation, qui a cours depuis longtemps, des dispositions relatives à l'évaluation et sont des modifications techniques apportées à la législation canadienne.

On trouvera dans le document ci-joint le détail des modifications apportées.

Modifications à la Loi sur les douanes entrée en vigueur
le 17 septembre 1997

Les deux dispositions suivantes de la Loi sur les douanes ayant trait à la valeur en douane de marchandises ont été modifiées comme suit:

- a) le paragraphe 45 1) de la loi est modifié par adjonction de la définition ci-après:

"acheteur au Canada s'entend au sens des règlements";
- b) le passage du paragraphe 48 1) précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit:

"48 1) Sous réserve des paragraphes 6) et 7), la valeur en douane des marchandises est leur valeur transactionnelle si elles sont vendues pour exportation au Canada à un acheteur au Canada ..." (le nouveau libellé est souligné).

Règlement modifiant le règlement sur la détermination de la valeur en douane

MODIFICATIONS

- 1. L'intertitre précédant l'article 2 de la version française du *Règlement sur la détermination de la valeur en douane*¹ est remplacé par ce qui suit:

DEFINITIONS

- 2. L'article 2 du même règlement est remplacé par ce qui suit:
- 2. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent règlement.

"établissement stable": lieu d'affaires fixe d'une personne, y compris un siège de direction, une succursale, un bureau, une usine ou un atelier par l'intermédiaire duquel elle exerce son activité. (*permanent establishment*)

"loi": la Loi sur les douanes. (*Act*)

"résident":

- a) une personne physique qui réside habituellement au Canada;
- b) une personne morale qui exerce son activité au Canada et dont la gestion et le contrôle s'exercent au Canada;
- c) une société de personnes ou autre organisme non constitué en personne morale qui exerce son activité au Canada, si le membre ou la majorité des membres qui en exercent la gestion et le contrôle réside au Canada. (*resident*)

¹SOR/86-792.

DEFINITION DE "ACHETEUR AU CANADA"

2.1 Pour l'application du paragraphe 45 1) de la loi, "acheteur au Canada" s'entend:

- a) d'un résident;
- b) d'une personne, autre qu'un résident, qui a un établissement stable au Canada;
- c) d'une personne, autre qu'un résident, qui n'a pas d'établissement stable au Canada et qui importe les marchandises faisant l'objet de la détermination de la valeur en douane,
 - i) pour sa consommation ou son utilisation personnelles et qui ne les destine pas à la vente;
 - ii) pour les vendre au Canada pourvu que, avant leur achat, elle n'ait pas passé un accord visant leur vente à un résident.

ENTREE EN VIGUEUR

3. Le présent règlement entre en vigueur le 17 septembre 1997.